



PRÉFET  
DU NORD

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement

Unité Départementale de Lille  
Équipe L2  
44 rue de Tournai – CS 40259  
50 019 LILLE CEDEX  
Affaire suivie par : Céline DISPA

Tél. : 03 20 40 54 08  
ud-lille.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr  
Courriel : [celine.dispa@developpement-durable.gouv.fr](mailto:celine.dispa@developpement-durable.gouv.fr)

À

LUMIVER  
A l'attention de M. le Gérant  
108 Avenue de la République  
59113 SECLIN

**Objet :**

Respect des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets  
Porter à connaissance du 8 juin 2020

**Réf.:** [1] Dossier de réexamen transmis au préfet par courrier de l'exploitant du 8 août 2019  
[2] Dossier de porter à connaissance addicé environnement version 1 référencé 19 11 0020

**PJ :** Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites à votre secteur d'activité  
Relevé d'insuffisances

Monsieur le Directeur,

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, vous avez transmis à monsieur le préfet, (courrier en référence [1]) votre dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018. Le respect de ces MTD vous est applicable à compter du 17 août 2022, soit 4 ans après la parution des dites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du même code.

Suite à l'instruction de ce dossier, j'ai proposé à monsieur le préfet de prendre acte de votre déclaration selon laquelle l'exploitation de vos installations se réalise dans le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour le traitement des déchets précitées.

Pour rappel, les délais et prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED sont déjà définis pour l'exploitation de vos installations. Aussi, compte tenu de votre déclaration, je n'ai pas proposé à monsieur le préfet de prescriptions complémentaires à ce stade. **Les dispositions génériques des annexes 2 et 3.1 de l'arrêté précité, vous seront directement applicables à partir du 17 août 2022**, ainsi que, concernant votre secteur d'activité, les dispositions dont les références sont rappelées en pièce jointe à la présente lettre.

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://facebook.com/prefetnord) - [twitter.com/prefet59](https://twitter.com/prefet59) - [linkedin.com/company/prefethdf/](https://linkedin.com/company/prefethdf/)

Je vous rappelle également que le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) 22 et 24 relatives à l'utilisation rationnelle des matières et au développement de la réutilisation des emballages est un des principes inscrits dans le Titre IV du livre V du code de l'environnement (notamment aux articles R.543-66 et suivants) qui vous est déjà applicable.

Vis-à-vis de la MTD 8, je vous prie de noter les périodicités à respecter pour l'analyse normalisée du mercure (trimestrielle) et des poussières (semestrielle), applicables à compter du 17 août 2022.

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par l'inspection des installations classées dès à présent, et à échéance du 17 août 2022, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable.

Je note également que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement ni d'appliquer des techniques alternatives, et que tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter de cette date repère.

\*

Par ailleurs, pour votre dossier en référence [2], vous avez porté à la connaissance du préfet du Nord des modifications pour votre site de Seclin. Vous trouverez en annexe à la présente un relevé des insuffisances de ce dossier, qu'il vous revient de corriger afin que l'instruction puisse être menée.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le directeur et par délégation,  
L'inspecteur de l'Environnement  
(Spécialité installations classées)

**Pièce jointe 1 : dispositions applicables au secteur d'activité de LUMIVER à Seclin**

N° de la MTD applicable	Objet de la meilleure technique disponible (MTD) applicable relative au traitement des déchets parue au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147	Niveau d'émission associé (NEA-MTD), le cas échéant*	Réf. de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 applicable (sauf indication contraire)
<b>TRAITEMENT MECANIQUE DES DECHETS</b>			
25	Techniques pour réduire les émissions de poussières, de particules métalliques, de PCDD/F et de dioxines de type PCB dans l'air, et <b>niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)</b>	Emissions canalisées de poussières : 2 - 5 mg/Nm <sup>3</sup>	Annexe 3.2.III
26	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales et éviter les émissions dues à des accidents ou des incidents		Annexe 3.2.I
27	Techniques pour éviter les déflagrations et en réduire les émissions		Annexe 3.2.I
28	Maintien d'une alimentation stable du broyeur pour une utilisation efficace de l'énergie		Annexe 3.2.I
32	Techniques de collecte, traitement et surveillance de émissions de mercure dans l'air résultant du traitement de DEEE contenant du mercure et <b>niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)</b>	Emissions canalisées de Hg : 2 - 7 mg/Nm <sup>3</sup>	Annexe 3.2.III

*\*Il conviendra de se reporter directement à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 pour prendre connaissance des éventuelles conditions d'application non retranscrites ici.*

## **Pièce jointe 2 : relevé des insuffisances du dossier en référence [2]**

1/ L'exploitant ne présente pas l'analyse qu'il fait des modifications décrites au regard des critères de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et notamment du R. 122-2 du même code. En l'espèce, l'activité de transit de déchets dangereux est portée d'une quantité sur site de 105t à 214,5t. Cette modification dépasse en elle-même le seuil de la rubrique 2718 associé à cette activité ; l'exploitant devra réexaminer ses modifications au titre des articles précités, et, au minimum, procéder à une analyse « cas-par-cas » de sa modification.

2/ Sur la mise à jour de la liste des déchets admissibles, l'inspection note deux types de déchets particuliers :

- 16 02 09\* : l'exploitant sollicite la possibilité de recevoir des transformateurs et accumulateurs aux PCB sur site. Une activité de réception de tels déchets est susceptible d'être soumise à la rubrique spécifique 2792 au titre des ICPE ; l'exploitant ne s'est pas prononcé sur cette rubrique ;
- 20 01 31\* : l'exploitant sollicite la possibilité de recevoir des déchets de médicaments cytotoxiques et cytostatiques. Il n'étudie pas les risques spécifiques à ce type de déchets.

3/ L'exploitant fournit le rapport d'analyse des rejets atmosphériques de son site. La vitesse minimale d'éjection prévue par l'AP ne semble pas respectée par la nouvelle installation de traitement. La justification de l'impact de cette vitesse d'éjection réduite sur les modélisations de dispersion du mercure dans l'air n'est pas fournie. L'éventualité de mettre un dispositif de réduction de la section pour améliorer la vitesse d'éjection n'est pas étudiée.

4/ Domaine des déchets :

Certains déchets produits par l'exploitant sont orientés vers des filières d'élimination (« Verre cassé », « Metaux ferreux », etc.). L'exploitant devra justifier l'impossibilité de valoriser tous les flux faisant l'objet d'une opération d'élimination.

L'exploitant retient un classement non dangereux pour les piles Lithium. L'étude INERIS relative à ces déchets a mis en évidence que les déchets de piles au lithium possédaient la propriété de danger HP3 « inflammable ». L'exploitant devra fournir les justifications relatives à la non dangerosité des piles au lithium qu'il reçoit (caractérisation en dangerosité) ou considérer ces piles comme dangereuses en leur affectant le code 16 06 05 marqué d'une astérisque.

Pour tous les déchets dangereux, l'exploitant devra préciser l'opération ultérieure (hors site) prévue, afin de vérifier s'ils doivent être comptabilisés au titre de la rubrique 3550 des ICPE.

5/ Seveso

L'exploitant n'a pas fourni les détails du calcul pour la détermination du caractère SEVESO du site. L'inspection note que, pour les dangers physiques, l'exploitant présente au titre de la règle de cumul un résultat proche de 1 (0,94) pour le seuil bas. Dans ces conditions, il devra décrire et mettre en place un dispositif permettant d'assurer à tout moment qu'il ne dépasse pas les quantités autorisées.

6/ Dangers :

Les modélisations incendie réalisées par l'exploitant mettent en évidence un écart à l'article 7.2.2.2 de l'arrêté d'autorisation du site, vis-à-vis des flux thermiques supérieurs à 5 kW/m<sup>2</sup> qui ne sont pas contenus sur le site.

L'exploitant devra étudier la possibilité de réduire le risque associé aux stockages extérieurs, les repositionner, ou justifier l'acceptabilité du risque au regard d'une cotation en probabilité/gravité adaptée.

En outre, l'inspection note que l'armoire de stockage des matériels radioactifs est dans la zone des effets domino lors d'un incendie dans le bâtiment nouveau. Dans la mesure du possible, il convient d'éviter d'affecter ce stockage en cas d'incendie.